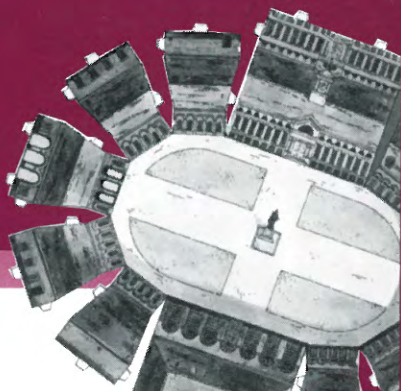




Bulletin Trimestriel de l'asbl
**PATRIMOINE INDUSTRIEL
WALLONIE-BRUXELLES**

N° 30 - MARS 1995

Bureau de dépôts : Liège 1



Journées du patrimoine et après?

Séminaire PIWB - ICOMOS

Samedi 25 mars 1995

Région wallonne / Division des Monuments, Sites et Fouilles



Sommaire

Editorial	1
Programme du séminaire PIWB-ICOMOS du 25 mars 1995	2
Articles	
Muriel LEBLON <i>Les Ateliers Delbrouck à Quevaucamps</i>	5
Philippe TOMSIN <i>Les Etablissements Gilain à Tirlemont</i>	13
Informations	27
Protection	31
Publications	34
Vie de l'Association	37

N'oubliez pas votre cotisation

Cotisations annuelles

- Membre individuel effectif 500 FB
- Associations culturelles 750 FB
- Associations commerciales 1.000 FB
- Entreprises, membres protecteurs 3.000 FB

Editorial

Notre bulletin n°29 que vous avez reçu dans le courant du mois de décembre vous faisait part de notre intention d'organiser un suivi aux «Journées du Patrimoine».

La décision est prise et en collaboration avec ICOMOS Wallonie-Bruxelles nous organisons une journée d'étude intitulée «Journées du Patrimoine et après?».

Les buts de cette journée sont multiples. Le premier c'est de vous rencontrer et de faire plus ample connaissance, le second puisque vous avez participé aux journées du patrimoine avec votre projet, c'est que vous puissiez nous faire part de vos objectifs, et des problèmes que vous avez rencontrés, et en dernier lieu, de voir comment nous pourrions vous aider dans le futur.

Vous avez reçu ou vous allez recevoir un questionnaire qui nous permettra de bien préparer cette rencontre, qui aura lieu à Namur le 25 mars 1995 toute la journée, qui comprendra deux séances, une le matin consacrée aux exposés et l'autre l'après-midi consacrée aux tables rondes. Une collation vous sera servie à midi pour une somme modique. Un programme détaillé vous sera envoyé en temps utile.

Nous espérons que vous serez nombreux à répondre à notre invitation, car si nous voulons être crédibles vis-à-vis des autorités, il faut que nous montrions que nous sommes non seulement représentatifs, mais surtout réalistes et efficaces. A bientôt.

Le Président,
Jean DEFER

Programme du séminaire PIWB-ICOMOS

« Journées du Patrimoine et après ? »

SAMEDI 25 MARS 1995

NAMUR – ARSENAL

- 9 h 00** Accueil des participants.
- 10 h 00** Allocutions de bienvenue.
R. LEMAIRE, Président d'honneur de la journée.
J. BARTHÉLÉMY, *Le patrimoine historique européen*.
J. DEFER, *Histoire du patrimoine industriel*.
- 10 h 30** Communication de A. MATTHIJS: «*Les outils de planification et la protection du patrimoine wallon*» (avec diapositives).
- 10 h 50** Pause-café.
- 11 h 10** Communication de J. BARTHÉLÉMY sur la reconversion du patrimoine industriel.
- 11 h 30** Communication de L. BERGERON (ou de G. VANDERHULST) sur le patrimoine industriel européen.
- 11 h 50** Débat.
- 12 h 30** Présentation générale des tables rondes de l'après-midi (objectifs) par Mme N. LAGUESSE et brève présentation par le président de chacune des tables rondes.
- 13 h 30** Déjeuner (buffet).
- 14 h à 16 h** Tables rondes:
- I. Mise en œuvre d'une première action en faveur du site à protéger.
Président: J. DEFER
Rapporteur: C. GAIER
 - II. Prévention, protection, conservation.
Président: A. MATTHIJS
Rapporteur: N. LAGUESSE
 - III. Réaffectation-reconversion, financement.
Président: J.L. LUXEN
Rapporteur: F. BUSINE

- IV. Mise en valeur, promotion, gestion.
Président: J.P. GAILLIEZ
Rapporteur: J. CRUL

En réserve:

- V. Itinéraires du patrimoine industriel
Président: G. VANDERHULST
Rapporteur: Th. CORTEMBOS

- 16 h 00 Synthèse des tables rondes par les rapporteurs et conclusions par J. BARTHÉLÉMY.
- 17 h 15 Synthèse et conclusion de la journée par R. LEMAIRE.

Ce séminaire est organisé en collaboration avec l'association ICOMOS Wallonie-Bruxelles. Aussi, nous avons estimé utile de présenter celui-ci aux membres de PIWB.

ICOMOS Wallonie-Bruxelles (International Council on Monuments and Sites - Conseil International des Monuments et des Sites - Consejo Internacional de Monumentos y Sitios) est une organisation non-gouvernementale qui regroupe des personnes et des institutions travaillant à la conservation des monuments, ensembles et sites historiques. Ses membres en sont le moteur, au plan national et international.

Créée en 1964, l'ICOMOS a essentiellement deux missions:

1. L'ouverture à la réflexion internationale dans le domaine de la protection des monuments et des sites (colloques, congrès, participation à des groupes de travail spécialisés, voyages d'étude, diffusion de l'information...).

2. Le regroupement, aux différents niveaux de pouvoir, de ceux qui, professionnellement, participent à la sauvegarde et à la revalorisation de ce patrimoine. L'objectif est de tisser des liens qui favorisent l'entente et le dialogue.

Dès 1970, l'UNESCO a admis l'ICOMOS au nombre de ses organisations internationales non-gouvernementales, avec le statut de consultation et d'association. L'UNESCO octroie au Conseil une aide régulière et lui confie des tâches spécialisées. L'ICOMOS a ainsi joué un rôle important dans la préparation de la Convention du Patrimoine Mondial (1972), dans l'organisation de programmes d'échanges et d'information dans le domaine de la préservation des quartiers historiques (1980, 1982, 1984) et dans la préparation de recommandations diverses. L'ICOMOS entretient, d'autre part, des relations étroites avec de très nombreuses orga-

nisations internationales, gouvernementales ou professionnelles. Des Comités Nationaux de l'ICOMOS (65 en 1985) sont constitués dans les Etats membres de l'UNESCO. Ils ont leur règlement intérieur, leur programme et leurs activités propres, en accord avec les statuts et les objectifs de l'ICOMOS. Ils participent largement à ses activités internationales. Enfin, l'ICOMOS a mis en place un réseau de Comités internationaux spécialisés, organes techniques consacrés à l'étude de problèmes particuliers.

Renseignements: N. Laguesse, Rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes (Namur), tél. 081/33.23.83 - fax 081/33.23.82.

Les Ateliers de bonneterie Delbrouck à Quevaucamps, 1880-1954: aperçu historique

En 1880, les ateliers de bonneterie Delbrouck furent fondés à Quevaucamps par une personne qui n'était pas originaire du village. Il s'agissait, en effet, d'Isidore Delbrouck né en 1850 à Hyon-Ciply, dans le Borinage, et dont le grand-père était né à Maastricht⁽¹⁾ et ⁽²⁾. Installé en Hainaut industriel, Isidore y avait exercé sans doute la profession de comptable et possédait donc une certaine expérience des pratiques commerciales de son époque. Il semble avoir vécu dans cette région avant de tenter sa chance comme patron bonnetier à Quevaucamps. Le fondateur des ateliers Delbrouck était un autodidacte, à la différence de ses deux fils, éduqués dans des écoles supérieures de commerce établies en Flandre, respectivement à Lierre et à Anvers⁽³⁾. Durant quelques semaines et au début de son succès en bonneterie, Isidore Delbrouck installa machines et métiers dans les locaux de la brasserie du «Marétiau» qu'il restituera à la famille Gosselin et à sa véritable fonction, une fois que son usine et sa maison du «Marétiau» seront construites. Isidore épousa Uranie Lesplingart (1866-1916), une jeune demoiselle de l'endroit, sans titre en bonneterie ni richesse. Celle-ci lui donna deux enfants: l'aîné Isidore, surnommé Zidore (1890-1969) et le cadet Clodomir, dit Clodo (1892-1978)⁽⁴⁾. Il les éduqua dans l'espoir d'en faire les dignes successeurs de son affaire. Il les envoya dans les meilleurs écoles de commerce de Flandre. Avant la guerre de 1914-1918, l'aîné apprit les ficelles du métier de bonnetier et la langue allemande à Cologne. Si la guerre n'était pas arrivée, le cadet aurait dû faire de même en Angleterre⁽⁵⁾. Grâce à sa situation de femme de patron, Uranie Lesplingart fit appel à sa propre famille -au sens large du terme-pour travailler dans les ateliers Delbrouck et durant l'entre- deux -guerres, les cousins Lesplingart étaient toujours là⁽⁶⁾.

En 1887, la firme Delbrouck utilisait 60 à 65 personnes: tricoteurs, tricoteuses, couseuses, pour 24 métiers anglais, sans compter les machines tricoteuses dont plusieurs à 2 ou 3 têtes de travail. Le bobinage à la main, à raison d'une bobine à la fois, est remplacé par le travail d'un bobinoir à 12 broches, tourné à la main⁽⁷⁾. A la fin du siècle passé et au début de notre siècle, la fabrique de bonneterie Isidore Delbrouck se spécialisa dans la fabrication et la vente, pour maisons de gros, de vestes de chasse et de vareuses en laine Merinos⁽⁸⁾.

Déjà fort réputé par ses importantes transactions commerciales, Isidore Delbrouck se distingua aux expositions commerciales internationales de la fin du XIX^e siècle. En effet, à Paris en 1889, à Anvers en 1894 et à Bruxelles en 1897, il remporta successivement une médaille de bronze, une médaille d'argent et deux médailles d'or⁽⁹⁾. Fabriqués sur les métiers de la maison Delbrouck avant 1914, il nous reste deux modèles réduits d'articles de bonneterie utilisés comme pièces d'exposition ou comme prototypes dans l'élaboration de la liste des commandes futures de l'entreprise⁽¹⁰⁾.

Soucieux du bien-être et de la sécurité de ses ouvriers et de ses ouvrières, Isidore Delbrouck fut dans une certaine mesure un précurseur en matière sociale: faute de crèches et de garderies dans la commune, il autorisa ses ouvrières à venir travailler avec leurs enfants afin que ces derniers soient bien au chaud par mauvais temps. Il fit installer, dans le réfectoire des ouvriers qui y prenaient le repas de midi, une pompe, des bassins et un évier en pierre. Ce réfectoire se situait derrière le bureau des employés et du patron. Isidore Delbrouck fit placer plusieurs toilettes au bout de l'atelier⁽¹¹⁾. A son époque, l'atelier était éclairé par de grandes lucarnes laissant pénétrer la lumière naturelle, mais aussi par des lampes à acétylène remplacées plus tard par des lampes électriques, sans doute lorsque l'on s'est débarrassé de la machine à vapeur qui produisait l'énergie nécessaire au fonctionnement des métiers et machines à tricoter. En ce qui concerne la machine à vapeur des ateliers Delbrouck, il faut savoir qu'un ouvrier-mécanicien spécialisé y était attaché de manière permanente.

Par contre, sous le patronat d'Isidore Delbrouck, assez paternaliste faut-il le reconnaître, il était de très mauvais goût de chômer le 1^{er} mai sous prétexte de fêter les travailleurs: on risquait le renvoi immédiat et définitif⁽¹²⁾.

Avant sa mort, survenue en 1912⁽¹³⁾, Isidore Delbrouck avait mis au point sa succession: la maison du Pâturage, nouvellement construite, irait à l'un de ses deux fils tandis que l'autre recevrait la maison attenante aux ateliers et construite peu de temps après la fondation de la fabrique. Les ateliers resteraient aux mains de son épouse, une fois celle-ci devenue veuve. Ce serait donc une femme qui dirigerait, étant donné l'extrême jeunesse de ses enfants. N'oublions pas que le cadet, encore mineur d'âge, était dans l'incapacité juridique de reprendre les affaires paternelles.

Au début du XX^e siècle, les deux fils Delbrouck étaient mariés ou fiancés à deux sœurs: Marie et Zénobie Bachy⁽¹⁴⁾, natives de Quevau-camps. Leur père Zacharie Bachy, époux de Jeanne Leblon, n'était



La maison Delbrouck et la «grande fabrique» au début du siècle.

qu'un patron de bonneterie du Pâturage. Ancien colporteur et membre de l'association des «Marchands Réunis»⁽¹⁵⁾, il mourut en 1915, laissant à sa veuve, outre une bonneterie située rue Papae, un commerce d'alcool et un négoce de tissus. Quelques années avant la guerre de 1940, Jeanne Leblon liquidera le magasin et le commerce du Pâturage.

Etablie grâce à l'activité et à l'esprit industriel et commercial d'Isidore Delbrouck, la famille consolida ainsi sa position d'entreprise de pointe dans la localité. Par ces mariages avec une famille prospère de Quevau-camps, elle parvint à se légitimer aux yeux des autres patrons rivaux par la fondation puis l'expansion d'une fabrique qui sera dirigée, après la première guerre mondiale, par deux patrons conscients d'appartenir réellement au terroir. En effet, de 1912 à 1914, les ateliers Delbrouck fonctionnèrent sous le contrôle de la veuve de leur fondateur. De 1914 à 1919, en raison des circonstances et faute de matières premières suffisantes, les ateliers Delbrouck fermèrent leurs portes. De plus, en 1916, à la mort d'Uranie Lesplingart, ils avaient été réquisitionnés par les Allemands qui les transformèrent en camps de prisonniers russes; c'est ainsi que quelques 250 Russes passèrent le reste de la guerre au côté des métiers de la bonneterie⁽¹⁶⁾. De cette époque troublée, il ne reste plus aucune archive de l'entreprise, depuis sa fondation jusqu'à la guer-

re: ont-elles été brûlées par les prisonniers russes en quête d'un combustible susceptible de les sauver du froid et, par ailleurs très mal traités par leurs geôliers?⁽¹⁷⁾ Après l'armistice de 1918, l'usine ne reprit pas immédiatement ses activités. Cette fois, ce sont les Anglais qui avaient réquisitionné les bâtiments pour y loger leurs troupes avant le retour définitif au pays. Entretemps, encore sous l'occupation allemande, il avait fallu émanciper Clodomir pour qu'il puisse reprendre la charge des affaires laissées à l'abandon depuis le décès de sa mère et l'absence de son frère aîné Isidore, parti au front⁽¹⁸⁾.

Mais, de 1919 à 1932, ce sera une période fastueuse pour la fabrique des frères Delbrouck, désormais associés en une société en nom collectif placée en indivision. On y produit beaucoup, on y embauche une abondante main-d'œuvre, surtout féminine, pour travailler sur les métiers en atelier ou encore à l'extérieur de l'usine – à domicile – pour la finition des articles. On exporte énormément vers l'étranger: la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, ... A la différence d'autres bonneteries de Quevaucamps à cette époque, on utilise principalement de la laine, surtout Merinos, venant des Usines Motte établies à Mouscron, Roubaix et Tourcoing. On y produit des vêtements de grande qualité: vareuses en laine et parfois en coton pour les ouvriers, écharpes grattées, pulls et gilets jacquard, gilets de chasse et de fantaisie. Le travail à domicile y est très florissant surtout en ce qui concerne la finition des articles produits à l'atelier: franges de châles et des écharpes, boutons, remailage. Durant cette période, dite de «Grande Fabrique»⁽¹⁹⁾, on produisit beaucoup sur grands métiers. Le plan des installations, effectué sous les directives de Mme Zénobie Vandenherreweghe-Delbrouck, petite-fille du fondateur de la fabrique, nous donne des renseignements très précis sur la disposition des métiers, des machines et sur les subdivisions de l'atelier (bureau, entrepôts, remises, ...) durant les années 1920-1930⁽²⁰⁾.

En 1932, pour des raisons professionnelles, la société en nom collectif en indivision des frères Delbrouck est dissoute, ce qui entraîne de profonds changements tant dans la disposition des bâtiments industriels que dans l'avoir de la société et dans la production elle-même qui va être modifiée. Les biens immobiliers sont partagés entre les deux frères: Clodomir conserve la maison du «Marétiau» avec un tiers de la fabrique y attenant; Isidore possèdera la maison du «Pâturage»⁽²¹⁾ avec les deux tiers restant de la fabrique. Après la cessation de ses affaires, après la guerre de 1940-1945, son fils Marc louera les bâtiments industriels à une entreprise de carrosserie et c'est son petit-fils Jacques qui occupe actuellement la demeure du «Pâturage»⁽²²⁾ tandis que les deux filles de Clodomir vivent toujours dans la maison et le tiers de l'atelier de la rue Joseph Wauters.

A partir de la scission, la fabrique continuera à produire pour son unique patron, c'est-à-dire Clodomir Delbrouck, jusqu'à ce qu'il cesse ses activités en 1954. Quant à Isidore, réputé pour son sens commercial très développé et pour sa connaissance des langues, à savoir l'allemand et le néerlandais, il continuera, en tant que grossiste en bonneterie, à vendre même à l'étranger, les produits fournis par l'atelier de son frère, mais aussi des marchandises provenant d'autres centres bonnetiers belges, parfois fort récents comme celui de Sint-Niklaas-Waas, et cela jusque dans les années 1940, moment où il se retire complètement des affaires, pourtant fort lucratives. Son fils Marc exercera le même métier en tant que représentant commercial en bonneterie auprès des plus grosses firmes textiles de Belgique⁽²³⁾.

L'entreprise Clodomir Delbrouck n'échappa point au marasme économique mondial qui frappa durement le secteur de la bonneterie. A partir de 1932, c'en est fini de la splendeur des ateliers Delbrouck: moins d'embauche (il restera à peine une douzaine de tricoteuses-machines et seulement quelques travailleuses à domicile) et surtout, moins de commandes. Autrefois comptable des ateliers Delbrouck Frères, Germain Lesplingart n'est plus repris à ce titre en 1932. En fait, c'est l'unique patron qui tiendra lui-même les registres de comptabilité et qui fera aussi office d'ouvrier-mécanicien pour l'entretien de ses métiers et de ses machines... Ainsi, dès les années 1930-1940, l'entreprise amorça son déclin: pour subsister, seuls le tricotage à la main sur machine et la finition à l'extérieur subsistent. La fin des grands métiers est arrivée. Dès lors, la fabrique Clodomir Delbrouck se spécialisera «dans la fabrication de vestes de chasse, de vareuses en laine Mérinos pour maisons de gros, en y adjoignant le négoce de châles, fichus, écharpes en tout genre, bas et chaussettes pour hommes et pour enfants»⁽²⁴⁾ qu'il faudra bien écouler en Belgique et à l'étranger pour survivre, face à l'impitoyable concurrence des autres bonnetiers locaux mais aussi des autres centres textiles belges, surtout flamands, parfois plus rentables sur le plan économique parce que plus récents. La débâcle de mai 1940 vit partir sur les routes toute la famille de Clodomir Delbrouck. Du 18 mai au 1^{er} septembre 1940, Clodomir, son épouse Zénobie et leurs deux filles, Zénobie née en 1923 et Jeanine née en 1932, tous séjournèrent dans le Sud de la France (Ariège) et l'entreprise de Quevaucamps restera fermée jusque leur retour d'exode. Sous l'occupation allemande, la fabrique reprit ses activités, mais à un rythme ralenti et sous contrôle allemand pour la production et la vente de ses articles. Comme tant d'autres, elle connut de sérieuses difficultés d'approvisionnement en matières premières, délivrées au compte-goutte par les autorités belges et allemandes, ainsi que les difficultés inhérentes à l'écoulement des marchan-



Vue aérienne ancienne de la Grand-Rue à Quevaucamps.

dises fabriquées sur le marché officiel du ravitaillement. On y produisit quand même de confortables combinaisons ou sous-ropes en laine molletonnée, bien chaudes et de surcroît fort solides⁽²⁵⁾. Loin de s'être enrichie sous l'Occupation, la fabrique de Clodomir Delbrouck sortit de la guerre dans un état de déclin économique encore plus marqué. A la Libération, en septembre 1944, les conditions de production et de distribution ressemblaient étrangement à celles édictées par les Allemands durant quatre ans, même si le Gouvernement belge revenu de Londres contrôlait la situation économique du pays. Après un certain temps de dirigisme étatique dans l'industrie textile belge, avec le maintien du rationnement des matières premières comme la laine et le coton et avec les difficultés d'écoulement au marché officiel jusqu'en 1946, la profession de bonnetier redevint plus ou moins libre en Belgique. Cependant, sans pour autant être déclarée en faillite par un tribunal, l'entreprise Delbrouck ne put faire face aux nouveautés techniques (nouvelles machines, nouveaux tissus synthétiques plus rentables) qui envahirent la bonneterie belge au sortir de la Seconde Guerre Mondiale. De plus, fatigué et déjà âgé, son dirigeant préféra cesser ses activités en 1954. Cette dernière période correspond donc pour les ateliers Delbrouck à une phase de liquidation: vente des machines, des métiers et des

stocks, production de plus en plus réduite avec un personnel surtout féminin extrêmement restreint. L'ancien fabricant de bonneterie reçut de l'Etat Belge une modeste pension d'indépendant depuis 1957 jusqu'à sa mort en 1978.

Ainsi, deux générations de la famille Delbrouck avaient-elles contribué à la formidable expansion économique et industrielle d'un bourg hennuyer encore rural au siècle passé, que rien ne prédestinait à cet avenir exceptionnel. Mais, en 1950-1960, pour les Delbrouck et pour bien d'autres encore, c'était vraiment la fin d'une aventure industrielle qui n'avait seulement duré que près de trois quarts de siècle...

Muriel Leblon
Assistante à l'Université Catholique de Louvain.
Cours Marie d'Oignies n°7./1
1348 Louvain-La-Neuve

Notes

- 1 Sans doute est-ce la date de leur fondation, mais ce n'est pas certain. Dans son édition de 1878, l'Almanach du commerce et de l'industrie ne reprend pas cette entreprise à Quevaucamps. Par contre, elle est signalée parmi les plus importantes de la commune: les Leclercq, Bachy, Housez et Trivier-Gosselin Frères, en 1880. Voir R. LECLERCQ, *Historique de la bonneterie dans le Tournaisis, les activités textiles à Tournai et leur extension à Leuze, XVII^e-XVIII^e siècles, de 1800 à 1860, de 1860 à 1900, de 1900 à nos jours*, Tournai, 1958, p. 95.
- 2 Isidore Delbrouck: né à Maastricht en 1791, est décédé à Hyon en 1842. Son épouse Marie-Thérèse Cornu, née à Hyon en 1792 et y décédée en 1883. Ils eurent douze enfants dont le dixième Urbain-Isidore, né à Hyon en 1820 et décédé à Hyon, avait épousé Adolphine Bachy (de Quevaucamps ?). Dans les registres de Quevaucamps, il nous a été impossible de retrouver leur trace, tous deux étant décédés à Hyon. Voir le livret de mariage (30-10-1812) d'Isidore Delbrouck et de Marie-Thérèse Cornu, document précieusement conservé par les descendants de Clodomir Delbrouck à Quevaucamps.
- 3 Comptabilité commerciale, langues étrangères: cahier d'exercices ayant appartenu à Isidore Delbrouck, le fondateur, avant 1914, conservé par les descendants de Clodomir Delbrouck à Quevaucamps.
- 4 Registres d'Etat Civil de la commune de Quevaucamps: mariages, naissances et décès.
- 5 Témoignage de Mme Zénobie Vandenderweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985.
- 6 Ibidem.
- 7 R. LECLERCQ, op. cit. , pp. 95-96.
- 8 Papier à en-tête de la fabrique de la bonneterie Isidore Delbrouck, 1-3-1909, conservé au Musée de la Bonneterie et du Négoce de la Toile à Quevaucamps.
- 9 Diplôme délivrant la médaille d'argent à M. Isidore Delbrouck lors de l'Exposition Universelle d'Anvers, 30-8-1894, conservé par les descendants de Clodomir Delbrouck à Quevaucamps.
- 10 Deux modèles réduits de vêtements produits par les ateliers Isidore Delbrouck et destinés aux expositions et transactions commerciales: un gilet noir de chasse pour homme avec boutons en tissu noir et une veste grise pour dame, cintrée à la taille et boutonnée avec des boutons en fer argenté, conservés au Musée de la Bonneterie et de la Toile à Quevaucamps.
- 11 Témoignage de Mme Zénobie Vandenderweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985. Actuellement, à la rue Joseph Wauters, un urinoir en fonte émaillée réservé aux employés du bureau est toujours conservé derrière la porte en fer de l'entrée principale, laquelle restait toujours ouverte durant les heures de travail permettant de dissimuler cette commodité au regard des passants.
- 12 Témoignage de Mme Zénobie Vandenderweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985.
- 13 Registres d'Etat Civil de la commune de Quevaucamps, décès.

- 14 Registres d'Etat Civil de la commune de Quevaucamps, naissances et mariages. Marie est née en 1890 et décédée en 1962, sa sœur cadette Zénobie est née en 1893 et décédée en 1975.
- 15 R. DULIEU, Les Marchands Réunis, une association de colporteurs, in Coup d'œil sur Belœil, 2^e année, août 1981, n° 8, pp. 206-208. Né en 1860 à Quevaucamps ou à Lobbes et décédé à Quevaucamps en 1915, Zacharie Bachy avait épousé Jeanne Leblon, fille de Victor Leblon, né à Quevaucamps en 1808 et époux de Catherine Trivier. Est-ce ce dernier ou son fils qui faisait partie de l'association des Marchands Réunis en 1859? Voir aussi les Registres d'Etat Civil de la commune de Quevaucamps: naissances, mariages, décès.
- 16 Témoignage de Mme Zénobie Vandenheweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985. Mais, pour Héliène et Marcel Leclercq-Leblon, il s'agirait au contraire de prisonniers français établis dans la fabrique Delbrouck. Voir M. Ch. DEMOUTIER-MARIAULE, F. PAYEN et B. DUHANT, Le poids de l'occupant sur la vie quotidienne: la répression in La vie chez nous durant la guerre 1914-1918 et dans l'immédiat après-guerre, catalogue de l'exposition organisée par l'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine de Belœil, Belœil, 1983, pp. 71 et 112.
- 17 Témoignage de Mme Zénobie Vandenheweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985.
- 18 Ibidem. Uranie Lesplingart, née à Quevaucamps en 1866 et y décédée en 1916, était la fille de Joseph Lesplingart, qui avait eu 12 enfants dont Oscar et Germain, le futur comptable des ateliers Delbrouck Frères des années 1920- 1930.
- 19 Témoignage de Mme Zénobie Vandenheweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985.
- 20 Configuration géographique des ateliers Delbrouck, plan effectué de mémoire par Mme Zénobie Vandenheweghe- Delbrouck en juillet 1985.
- 21 Isidore Delbrouck n'était pas seulement un bonnetier zélé mais il était aussi mélomane et musicien. A telle enseigne qu'il devint le 23-3-1920 président de la fanfare «La Renaissance» de Quevaucamps. Voir B. DUHANT, La vie anecdotique d'une alerte centenaire: la fanfare «La Renaissance» de Quevaucamps (1^{er} partie), in Coup d'œil sur Belœil, 7^e année, août 1986, p. 118.
- 22 Témoignage de M. Jacques Delbrouck, fils de Marc et petit-fils d'Isidore, interview du 16-8-1985.
- 23 Ibidem.
- 24 Papier à en-tête coupé en deux, s. l., s. d., émanant de la fabrique de Clodomir Delbrouck, glissé dans un registre de l'état du personnel ouvrier avant 1932, conservé au Musée de la Bonneterie et du Négoce de la Toile de Quevaucamps.
- 25 Témoignage de Mme Zénobie Vandenheweghe-Delbrouck, interview du 4-7-1985. Deux exemplaires sont conservés chez les descendants de Clodomir Delbrouck à Quevaucamps.

Contribution à l'histoire d'un atelier de construction mécanique brabançon

Les Etablissements Gilain, à Tirlemont

Introduction

Depuis février 1991, le *Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques* de l'Université de Liège dirige la reconstitution et la rénovation d'une machine à vapeur à balancier. Mise en service dans une sucrerie de Hesbaye en 1884, elle est actuellement en cours de restauration à la *Maison de la Métallurgie et de l'Industrie* de Liège.

En août 1992, lors du congrès de l'*Association des Cercles francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique*, l'occasion me fut offerte de présenter une communication consacrée à quelques aspects des travaux engagés jusqu'alors⁽¹⁾. Depuis, les recherches menées sur cette machine amenèrent à s'interroger sur son constructeur: les établissements Gilain. En dépit de son importance, aucune étude exhaustive ne lui est consacrée. L'absence de documents, tant aux *Archives de l'Etat*⁽²⁾ qu'aux Archives Communales de Tirlemont⁽³⁾, en est probablement l'une des raisons. Dans le but de retracer l'histoire sommaire de cette société, il convient de consulter le maximum de catalogues techniques, de monographies industrielles, de recensements, de catalogues d'expositions et le *Recueil Financier*⁽⁴⁾.

Historique des Etablissements Gilain

De la fondation au décès de Jacques-Joseph Gilain (1823-1863)

Jacques-Joseph Gilain naît à Dinant le 23 mars 1792⁽⁵⁾. En 1823, il quitte Charleroi pour s'installer à Tirlemont⁽⁶⁾. Il y fonde une filature de laine et un atelier de construction de machines textiles de son invention⁽⁷⁾; il commercialise les produits de sa filature à Bruxelles, Gand, Anvers, Tournai et jusqu'à Mouscron⁽⁸⁾.

En 1824, il achète une machine à vapeur de quatre chevaux à un mécanicien liégeois⁽⁹⁾. En 1832 au plus tard, il construit ses premiers moteurs à vapeur⁽¹⁰⁾; de 1833 à 1836, il en livre au moins dix-huit à des filatures du nord de la France, d'une puissance moyenne de trois à six chevaux, certains forts de dix à quinze chevaux⁽¹¹⁾.

La première sucrerie est établie à Tirlemont en 1836⁽¹²⁾. Vers cette époque, Gilain abandonne progressivement la filature, qui d'ailleurs périclité, pour se spécialiser dans la construction de machines à vapeur, et



Fig. 1. Vue des ateliers Gilain
Lithographie dans *La Belgique Industrielle. Vues des Etablissements industriels de la Belgique*, t. II, Bruxelles, 1850, pl. n°125.

(Cliché: Bibliothèque Générale de l'Université de Liège)

d'équipements pour les industries agro-alimentaires (distilleries, sucreries, huileries, moulins à farine), les manufactures de textiles (draps, cotons, indiennes), ou de produits finis (papeteries, imprimeries)⁽¹³⁾. Outre la France, ses exportations à l'étranger touchent l'Allemagne (Hanovre), la Prusse, et l'Autriche⁽¹⁴⁾.

En 1846, il complète ses ateliers d'une chaudronnerie⁽¹⁵⁾. De 1834 à 1850, il construit cinquante-sept machines à vapeur, ce qui le place en tête des constructeurs de la province du Brabant⁽¹⁶⁾; dans le nord de la France, il livre plus de machines à vapeur que Cockerill⁽¹⁷⁾. En 1853, Gilain fonde une société de secours mutuel pour les ouvriers de son usine⁽¹⁸⁾. Au début des années 1860, il conserve une filature de laine, mais concentre ses activités dans sa chaudronnerie et sa forge qui employent deux cent cinquante ouvriers (fig. 1)⁽¹⁹⁾.

Membre du conseil communal, chevalier de l'ordre de Léopold⁽²⁰⁾, Jacques-Joseph Gilain s'éteint à Tirlemont le 9 mars 1863⁽²¹⁾.

Entre 1830 et 1850, trente-et-une machines à vapeur sont livrées en Belgique par un autre atelier de construction mécanique appartenant à des Gilain. L'établissement de François-Joseph Gilain à Nivelles est fondé en 1828; il se compose lui aussi d'un atelier de construction de

machines et d'une filature. Louis-Claude-Joseph Gilain succède à son père à la direction de l'entreprise⁽²²⁾.

De 1830 à 1850, les Gilain de Tirlemont et de Nivelles produisent à eux seuls 36% des machines à vapeur (soit quatre-vingt-huit exemplaires) fabriquées dans la province du Brabant pour le marché belge; ils en sont les deux plus importants constructeurs⁽²³⁾.

De la reprise par les fils à la Première Guerre Mondiale (1863-1914)

Achille-Claude-Henri, ingénieur-mécanicien, et Pierre-Edouard, industriel, sont les deux seuls fils de Jacques-Joseph Gilain ayant survécu à leur père⁽²⁴⁾. Ils héritent de l'entreprise familiale en 1863. Le modeste atelier entame alors un développement tel qu'il est amené à changer de statut juridique.

La Société Anonyme des *Ateliers de Construction J.-J. Gilain* est constituée à Bruxelles, le 15 décembre 1879⁽²⁵⁾. Elle a pour objet la construction de machines et de mécanismes de toutes espèces; son siège social est à Tirlemont⁽²⁶⁾, et son capital initial est porté à deux millions de francs.

L'extension rapide de l'industrie sucrière en Belgique amène la société à se spécialiser dans la construction d'appareils pour sucreries; elle livre des installations complètes pour le traitement de la betterave en France, en Espagne, au Portugal, en Italie et en Russie; et pour le traitement de la canne à sucre, au Congo, à Java, en Argentine, au Brésil, et aux Indes anglaises⁽²⁷⁾.

Un des plus importants investissements de la Société Gilain à l'étranger s'opère en Russie. La Société Anonyme des *Ateliers de construction mécanique de Soumy* est constituée à Bruxelles le 1^{er} février 1896, et reconnue en Russie le 15 novembre de la même année. Elle a pour objet la construction mécanique en général, et plus particulièrement celle des machines à vapeur, du matériel de sucrerie, de chemins de fer, la grosse et la petite chaudronnerie, la fonderie de fer, d'acier, et de cuivre⁽²⁸⁾.

A la fin du XIX^e siècle, les Ateliers Gilain occupent cent dix-huit personnes⁽²⁹⁾ (septante-deux ouvriers, dont un seul de moins de seize ans⁽³⁰⁾, et quarante-six employés), travaillant onze heures par jour⁽³¹⁾.

En 1904, l'entreprise se lance dans la construction de locomotives et de tramways⁽³²⁾. A la veille de la Première Guerre Mondiale, la gamme des produits qu'elle propose s'est encore élargie: outre de l'équipement pour sucreries, elle commercialise des machines pour le traitement des produits chimiques, du matériel pour usines à gaz, des compresseurs, des pompes d'exhaure et des ventilateurs pour les charbonnages, une

grande variété de machines à vapeur, de l'équipement pour malteries, brasseries, distilleries, des chaudières, des générateurs de vapeur, des appareils de manutention tels que grues, élévateurs, ponts roulants, treuils, monte-charges, etc., auxquels il faut ajouter des activités de constructeur de ponts et de charpentiers⁽³³⁾.

La Société Anonyme des *Ateliers de Construction J.-J. Gilain* (fig. 2 et 3) est alors l'un des plus puissants moteurs industriels belges; elle doit principalement sa prospérité à Edouard-Paul Emile Gilain et à son frère Jacques-Joseph-Félix⁽³⁴⁾. Avec la création de mille cinq-cents nouvelles actions de mille francs, le 27 janvier 1914, le capital est porté de deux millions à trois millions et demi de francs⁽³⁵⁾.

De la Première Guerre Mondiale à la liquidation de la société (1914-1934)

L'exercice 1914 se clôture avec un bénéfice n'atteignant pas 15% de celui réalisé l'année précédente. Suite au conflit, la société n'enregistre que des pertes jusqu'en 1918⁽³⁶⁾. Mais la reconstruction, entamée dès 1919, permet aux établissements Gilain de réaliser un bénéfice record de plus d'un million de francs. Le 5 avril 1921, le capital est doublé; le 22 novembre de la même année, il est porté à dix millions par la création de douze milles nouvelles parts, offertes à un *consortium* composé de clients sucriers, de groupes financiers, et de la *Société des Charbonnages d'Ougrée-Marihaye*⁽³⁷⁾.

Bien que les carnets de commandes soient remplis pour l'année, la grève des quatre cinquièmes du personnel, qui dure sept mois et demi, est la cause du résultat déficitaire de l'exercice 1922⁽³⁸⁾. A partir de 1923, les exercices bénéficiaires se succèdent, et la société entame une croissance économique continue. L'augmentation de capital, décidée en 1921 et réalisée en 1923, sert principalement à acquérir une participation importante dans la constitution de la *Société Française des Ateliers de Construction de J.-J. Gilain*, à Saint-Ouen (Seine). Comme la société belge, elle a principalement pour objet la construction de matériel pour sucrerie⁽³⁹⁾.

La crise mondiale de 1929 n'affecte pas immédiatement la santé économique de l'entreprise. Au premier trimestre de 1930, le programme de modernisation des usines et des bureaux s'achève. La société fournit l'équipement des ports de Bruxelles-Maritime et de Zeebrugge⁽⁴⁰⁾. La filiale française transfère ses usines de Saint-Ouen à Reims. Au quatrième trimestre de cette même année, la crise touche beaucoup plus sévèrement les ateliers Gilain. Dans le courant de 1931, une succursale est établie aux Indes Anglaises où elle enlève la commande de six sucreries complètes au début de l'année suivante. En 1932, l'usine de Reims

cesse ses activités. En Angleterre, l'abandon de l'étalon-or provoque une dévaluation des créances en livres. L'incapacité pour les clients britanniques de payer les six sucreries ruine l'entreprise, et provoque, en 1934, sa mise en liquidation⁽⁴¹⁾.

Les *Ateliers de construction mécanique de Soumy* connaissent une relative prospérité jusqu'à la veille de la Première Guerre Mondiale; seuls les exercices de 1904 à 1906 sont déficitaires⁽⁴²⁾. Avec le début du conflit, les usines cessent leurs activités; suite à la Révolution d'Octobre, elles sont nationalisées.

Lors de la première occupation bolchevique, les ateliers sont en partie pillés (machines et petit outillage, et tous les approvisionnements en matière premières); les livres et documents commerciaux sont pour la plupart brûlés. Après l'évacuation de l'Armée Rouge, la direction reprend possession des usines, mais un retour offensif amène une deuxième occupation de Soumy par les bolcheviques.

En 1923, le conseil d'administration belge de la société charge un envoyé de faire rapport sur la situation des usines. Remises en activité, elles occupent cinq cents ouvriers et sont dotées de nouvelles machines. L'état soviétique semble avoir consacré beaucoup d'argent à la relance des usines, étant donné leur importance économique pour la contrée.

En 1925, de nouveaux bâtiments sont construits; la quantité de commandes dépasse de beaucoup la capacité de production de l'usine. En 1928, elle travaille avec un effectif très considérable, peut-être deux mille cinq cents ouvriers. Plus aucun membre de la famille Gilain ne fait alors partie du conseil d'administration de la société. Avec la faillite des ateliers de Tirlémont, toute prétention envers la société établie à Soumy est définitivement abandonnée⁽⁴³⁾.

De la constitution à la liquidation des A.C.M.T. (1934-1959)

La *Société Anonyme des Ateliers de Construction Mécanique de Tirlémont (A.C.M.T.)* est constituée à Tirlémont le 30 avril 1934. Elle a pour objet toutes activités se rattachant à la métallurgie, la mécanique, l'installation et l'exploitation complète d'usines, la grosse et la petite chaudronnerie, et la fonderie de fer, de cuivre ou d'autres métaux. Son capital initial est porté à neuf millions de francs, représenté par neuf mille actions de mille francs. La *Société Anonyme des Ateliers de Construction J.-J. Gilain*, en liquidation, lui fait apport de ses usines avec leur matériel et outillage, des brevets, des licences, de la clientèle et des commandes en cours⁽⁴⁴⁾.

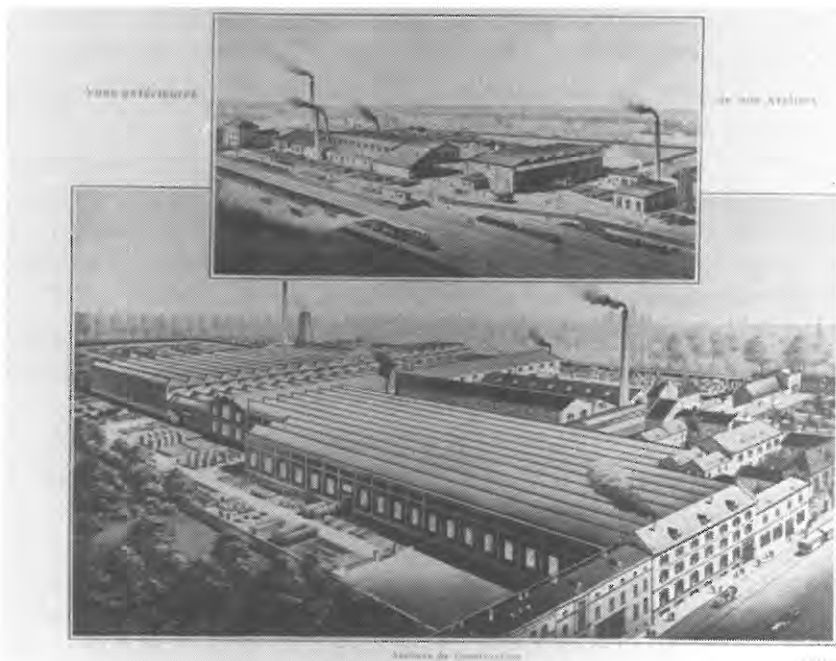


Fig. 2. Vue des ateliers Gilain

Photo reproduite du catalogue *Société Anonyme des Ateliers de Construction de J.-J. Gilain à Tirlemont (Belgique). Appareils pour la fabrication du sucre de canne, Bruxelles, s.d. (v. 1900?), p. 5.*

(Cliché: Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques de l'Université de Liège)

Jusqu'en 1939, le principal souci de la direction est l'amortissement des investissements nécessaires au lancement de l'établissement. Le 8 septembre 1939, le capital est augmenté de six cent quatre-vingt mille francs: la *Société Anonyme des Ateliers de Construction de Boussu* (La Louvière), et la *Société Phoenix* (Gand), toutes deux en liquidation, font apport de leur fond de commerce contre remise d'actions nouvelles⁽⁴⁵⁾.

Les usines subissent peu de dégâts par faits de guerre et reprennent assez rapidement leurs activités. Durant l'occupation, la production est nettement ralentie, mais aucune perte n'est enregistrée. Aucun dommage matériel n'est subi lors de la libération: l'outillage est intact, et la possibilité de reprendre la production à son rythme normal est envisagée, dès que les approvisionnements pourront être assurés de façon plus régulière⁽⁴⁶⁾.

Dans l'immédiat après-guerre, la production est poussée au maximum: les départements manutention, engins de levage, chaudronnerie, et mécanique exécutent de nombreuses commandes pour l'industrie

belge et étrangère. La société prospère, si bien qu'en juin 1948, son capital est porté à vingt-cinq millions de francs⁽⁴⁷⁾.

Suite aux restrictions des échanges commerciaux internationaux, et à l'accentuation des difficultés d'approvisionnement, les *A.C.M.T.* créent en 1950 un bureau de vente au Congo, en collaboration avec l'*Union Chimique Belge*⁽⁴⁸⁾. Malgré les travaux d'agrandissement de la chaudronnerie (vers 1953), la société produit essentiellement de l'équipement pour les sucreries et du matériel de manutention, tout au long des années cinquante.

Dans la seconde moitié de cette décennie, les difficultés financières s'accumulent. Les causes principales en sont la crise mondiale de l'industrie mécanique, la charge que constitue l'emprunt de quinze millions (réalisé en 1952), et les retards dans les livraisons (notamment suite à la grève de juillet 1957 qui dure plusieurs semaines)⁽⁴⁹⁾. Le 22 juillet 1959, l'assemblée générale décide la mise en liquidation des *A.C.M.T.*, et leur fusion aux *Ateliers Belges Réunis*⁽⁵⁰⁾. Plus aucun membre de la famille Gilain ne fait partie du conseil d'administration de cette nouvelle société.

La participation aux expositions et congrès

A l'exposition de Bruxelles, en 1835, une médaille de vermeil récompense Jacques-Joseph Gilain pour le soin et la perfection qu'il apporte dans la fabrication de ses machines à vapeur⁽⁵¹⁾.

Six ans plus tard, le jury lui décerne une médaille d'or pour une machine à moyenne pression, d'une puissance de seize chevaux, dotée de deux cylindres et d'un condenseur; Gilain expose par ailleurs des échantillons de laine filée⁽⁵²⁾. Sur la proposition du Gouverneur de la province de Brabant, Jacques-Joseph Gilain fait partie d'une commission d'experts chargée de se prononcer sur l'admission des produits destinés à être exposés⁽⁵³⁾.

En dépit de sa réputation déjà bien établie, et au regret du monde industriel belge de l'époque, la maison Gilain ne participe pas, en 1878, à l'exposition universelle de Paris⁽⁵⁴⁾.

Au cours de l'exposition de Bruxelles, en 1880, les établissements Gilain présentent du matériel de chaudronnerie et de l'équipement pour sucreries⁽⁵⁵⁾.

A Bruxelles toujours, lors de l'Exposition Internationale de 1897, les ateliers Gilain exposent notamment, dans la section du matériel minier, un compresseur d'air système Köster⁽⁵⁶⁾.

La contribution des usines Gilain à l'Exposition Universelle de Liège, en 1905, est de loin la plus importante de toutes. Le matériel exposé se

compose de la machine d'extraction destinée à la *S.A. des Charbonnages de Sacré-Madame* à Dampremy (Hainaut), commandée par deux cylindres horizontaux et entraînant deux bobines pour câbles plats en aloès; d'un pont roulant d'atelier; d'une grue électrique de dix tonnes; et à nouveau, de différents types de compresseurs système Köster⁽⁵⁷⁾.

A l'exposition de Charleroi, en 1911, les établissements Gilain installent un hall complet de chaudières à vapeur⁽⁵⁶⁾. En 1922, ils présentent un large éventail de leurs productions à l'exposition de Rio de Janeiro⁽⁵⁹⁾.

Lors de l'Exposition Internationale de Liège, marquant le centenaire de l'indépendance belge, les *Ateliers de Construction Mécanique de Tirlemont* présentent des machines pour les industries sucrières et chimiques⁽⁶⁰⁾. Ils accordent une subvention pour l'organisation du Congrès International de Mécanique Générale qui s'y tient par la même occasion⁽⁶¹⁾.

En 1935, les *A.C.M.T.* présentent diverses machines à l'Exposition de Bruxelles; à la demande des usines *Remy* de Wygmael, ils aménagent également l'infrastructure des appareils de manutention pour la fabrication des pâtes et puddings⁽⁶²⁾.

En 1939 enfin, les *A.C.M.T.* occupent plusieurs stands au palais 14 de l'Exposition Internationale des Techniques de l'Eau, à Liège. Ils y présentent du matériel d'aménagement des ports intérieurs et maritimes, de l'équipement de navigation intérieure, et de l'outillage divers⁽⁶³⁾.

Conclusions

Les cent et onze ans de production industrielle des établissements Gilain, et le quart de siècle d'activité des *A.C.M.T.* qui leur succèdent sont jalonnés par trois étapes bien distinctes.

Les débuts (1823-1863), durant lesquels l'artisanat prédomine. La production industrielle semble caractérisée par un certain empirisme dans la conception, par un marché réduit (Belgique et pays limitrophes), par une absence de diversification des produits, et par une production «à la pièce». Le personnel est peu nombreux, et les investissements sont réalisés progressivement. Pour la gestion de son usine, Gilain fait preuve d'une clairvoyance basée sur l'expérience.

Cette première période des activités des ateliers Gilain est caractéristique d'une époque au cours de laquelle s'opère un transfert de technologie entre l'Angleterre et le continent européen. C'est l'époque où, dans une technologie en pleine mutation, apparaissent des contremaîtres et des chefs d'ateliers qui n'ont d'autre formation que leur savoir-faire. Quant ils quittent l'artisanat pour se lancer dans l'industrie, c'est la plu-

part du temps avec succès, compte-tenu de leur savoir-faire qui comble amplement leur absence de connaissance théorique⁽⁶⁴⁾.

Cette phase des activités des Gilain correspond bien à ce que l'on connaît des premiers mécaniciens sur le continent, au début du XIX^e siècle: formation aisée et peu coûteuse d'anciens artisans (forgerons, charrons, etc.) aux techniques des machines textiles et à vapeur; faible décalage entre le savoir-faire traditionnel et la technique nouvelle (ou la facilité d'imiter ce qui se fait en Angleterre)⁽⁶⁵⁾.

Selon Dwelshauvers-Dery, Jacques-Joseph Gilain aurait acheté sa première machine à vapeur en Angleterre⁽⁶⁶⁾. Bien que cette pratique soit alors banale⁽⁶⁷⁾, aucun document connu ne permet de le confirmer; seul l'achat d'une machine à un mécanicien liégeois est attesté avec certitude⁽⁶⁸⁾.

Toujours selon Dwelshauvers-Dery, Jacques-Joseph Gilain aurait essentiellement construit des machines à vapeur du type Woolf, à balancier⁽⁶⁹⁾. aucun document connu ne permet d'en acquérir la certitude.



Au-dessus : Ateliers B : Grosse Chandronnerie - Hall de Montage de Locomotives.
En-dessous : Ateliers A : Bureaux et Ateliers de Construction.

Fig. 3. Vue des ateliers Gilain

Photo reproduite du catalogue Société Anonyme des Ateliers de Construction de J.-J. Gilain à Tirlemont (Belgique). 4^e Département. Manutention mécanique et automatique, s.l.n.d. (v. 1900?), p. 4.

(Cliché: Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques de l'Université de Liège)

Toutefois, Gilain a effectivement vendu bon nombre de machines Woolf à des sociétés linières gantoises et bruxelloises aux alentours de 1840, où ce système était le plus en usage⁽⁷⁰⁾. Par ailleurs, entre 1815 et 1850, le moteur Woolf est le plus utilisé sur le continent, et particulièrement en France⁽⁷¹⁾.

L'apogée (1863-1914): demi-siècle caractérisé par l'abandon progressif des activités de filature, par une large diversification des secteurs de construction et par la multiplication des financements et des marchés internationaux et coloniaux. Les investissements opérés en Russie, sous la forme des *Ateliers de constructions mécaniques de Soumy*, témoignent à eux seuls de l'importance des ateliers Gilain. Ils égalent alors les industries belges de première importance.

Administrateurs entreprenants, Edouard-Paul-Emile Gilain et son frère Jacques-Joseph-Félix ont étendu leur « empire industriel » par des procédés propres au capitalisme du XIX^e siècle: rachat calculé de sociétés en difficulté, investissements massifs, diversification des produits en vue de répondre à la demande d'une économie prospère.

Le déclin (1914-1959), amorcé par la première Guerre Mondiale et accentué par la crise économique de 1930. La restructuration de 1934 n'est qu'un sursis avant la mise en liquidation de 1959. Avec cette cessation prennent fin cent-trente six années d'activités industrielles dans le secteur de la mécanique, à Tirlémont.

Malgré leur importance, tant les ateliers Gilain que les A.C.M.T. ont relativement peu exposé en dehors de la Belgique⁽⁷²⁾. Ce paradoxe pourrait peut-être s'expliquer si l'on considère que l'essentiel de la clientèle de ces sociétés devait consister en raffineries sucrières implantées en Belgique (et plus probablement en Hesbaye), et dans le nord de la France.

Philippe Tomsin
Assistant au Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques
Université de Liège
Avenue des Tilleuls 15
4000 Liège

Notes

- 1 «La reconstitution d'une machine à vapeur à la Maison de la Métallurgie de Liège. Problèmes historiques et techniques», dans 4^e Congrès de l'Association des Cercles Francophones d'Histoire et d'Archéologie de Belgique. Congrès de Liège, actes, (sous presse).
- 2 Selon COPPEJANS-DESMEDT H. *Gids van de Bedrijfsarchieven bewaard in de openbare depots van België. Guide des Archives d'Entreprises, conservées dans les dépôts publics de la Belgique*, Bruxelles, 1975, aucun dépôt des Archives de l'Etat ne conserve de documents relatifs à la société Gilain.

- 3 J'adresse mes remerciements à Monsieur Thomas, archiviste de la Ville de Tirlemont, pour les informations qu'il m'a apportées. Exception faite des demandes d'autorisation de bâtir, et des demandes relatives aux *Etablissements Insalubres et Dangereux* (installation de machines, etc.), mais il s'agit plutôt de documents administratifs dont le dépouillement dépasse le cadre de cette étude; les Archives Communales ne conservent pratiquement pas de pièces relatives aux établissements Gilain (une boîte, sans numéro d'inv., sect. «Industrie»: R. Bosch NV, NV Sylvania, ABR, Industriezone» avec cinq plans sur toile et un calque des usines Gilain en 1928); rien de substantiel pour retracer l'histoire de la société. Selon Monsieur Thomas, les archives Gilain ont probablement été détruites lors de la liquidation en 1959.
- 4 Abréviation: *Rec. Fin.* Edité annuellement à Bruxelles depuis 1894, le *Recueil Financier* expose le bilan économique et social de toutes les entreprises belges et de leurs filiales à l'étranger, pour autant qu'elles soient cotées en Bourse.
- 5 Etabli sur base des registres de la population et de l'état civil de Tirlemont par DEWALHENS Paul, «Les Gilain, métallurgistes à Tirlemont», dans *Le Folklore Brabançon*, n° 178-179, juin-sept. 1968, p. 234-238; la date du 25 mars, plus suspecte car non argumentée, est donnée par NYS J.-B., *Récits historiques et légendes tirés des annales de la ville de Tirlemont*, Bruxelles, 1900, p. 330.
- 6 DEWALHENS P., *loc. cit.*; selon s.n., *Hagelands Gedenkschriften. Jaargang 1929. Eerste en Tweede Aflivering*, Tirlemont, 1929, p. 17, Gilain proviendrait de Liège («'t was in 1823, dat het eerste lid dier familie Jakob Jozef Gilain van Luik zich in de stad vestigde»), ce qui est fort douteux, puisque ses quatre premiers enfants naissent à Charleroi, de 1815 à 1822 (selon DEWALHENS P., *op. cit.*, p. 238). Sur la date d'installation de Gilain à Tirlemont, les auteurs du XIX^e siècle fixent 1823: BRIAVOINE Natalis, *Sur les inventions et perfectionnements dans l'industrie depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Mémoire couronné par l'Académie Royale des Sciences et Belles-lettres de Bruxelles*, t. XIII, Bruxelles, 1838, p. 53; WAUTERS Alphonse, *La Belgique ancienne et moderne. Géographie et histoire des communes belges. Arrondissement de Louvain. Canton de Tirlemont*, Bruxelles, 1882, réimpression anastatique, Bruxelles, 1963, p. 16. DWELSHAUVERS-DERY V., «Les sciences mécaniques», dans s.n., *Le mouvement scientifique en Belgique. 1830-1905*, t. I, Bruxelles, 1907, p. 478; et *id.*, «Développement des Sciences Mécaniques», dans *L'Alliance Industrielle*, t. XXX, 1910, p. 519, avance 1822 (ces assez médiocres notices sur Gilain n'inspirent pas la confiance, pas plus que celles pratiquement identiques, dans: BOGAERT E.W., «Industrie de la Construction mécanique», dans s.n., *Encyclopédie Belge*, Bruxelles, 1933, p. 179; dans DE SEYN Eugène, *Dictionnaire biographique des Sciences, des Lettres et des Arts en Belgique*, t. I, Bruxelles, 1936, p. 499; et dans KRAFT DE LA SAULX P., «Contribution à l'histoire de la construction mécanique et de la construction en général en Belgique», dans *Association française pour l'avancement des sciences. 63^e session*, Liège, 1939, p. 1290). a ma connaissance, la publication la plus récente, mais reprenant l'essentiel de l'étude de DEWALHENS est: VAN HOREN-BEEK Rudy, *De Suikerbiëtnijverheid in het Arrondissement Leuven tijdens de 19de eeuw (1830-1914)*, Mémoire de Licence, Katholieke Universiteit te Leuven, 1983, pp. 129-132.
- 7 BRIAVOINE N., *loc. cit.*; WAUTERS A., *loc. cit.*; en 1823, et non en 1805 (Gilain n'aurait eu que 13 ans) comme l'affirme DWELSHAUVERS-DERY V., *loc. cit.*
- 8 BRIAVOINE N., *loc. cit.*
- 9 Sur base de documents conservés aux *Algemeen Rijksarchief* à La Haye, selon VAN NECK Anne, *Les débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge. 1800-1850*, coll. *Histoire Quantitative et Développement de la Belgique*, t. III, 1^{re} série, Bruxelles, 1979, p. 310.
- 10 BRIAVOINE N., *loc. cit.*
- 11 Sur base de documents conservés au *Conservatoire National des Arts et Métiers* à Paris, selon PAYEN Jacques, *Technologie de l'énergie vapeur en France dans la première moitié du XIX^e siècle. La machine à vapeur fixe*, coll. *Mémoire de la section d'Histoire des Sciences et des Techniques*, n° 2, Paris, 1985, p. 81.
- 12 WAUTERS A., *loc. cit.*
- 13 DEWALHENS P., *op. cit.*, p. 234 et 236; s.n., «Relevés des renseignements recueillis par le Ministre de l'Intérieur sur les ateliers de construction de machines en Belgique. Année 1846. Province de Brabant», dans *Bulletin du Musée de l'Industrie*, t. X, 1846, p. 348.
- 14 *Ibid.*
- 15 DEWALHENS P., *op. cit.*, p. 236.
- 16 VAN NECK A., *op. cit.*, p. 243, 380 et 382; mention dans DE HERDT René, DESEYN Guido, *Onder Stoom. Aspecten van de geschiedenis van de stoommachine*, cat. d'expo., *Museum voor industriële Archeologie en Textiel*, Gand, 1983, p. 93.
- 17 PAYEN J., *op. cit.*, p. 77.

- 18 Arrêté Royal du 25 juin 1853, *Moniteur Belge* du 2 juillet; v. le texte complet de cet arrêté dans RANWET M., *Pasinomie ou Collection Complète des Lois, Décrets, Arrêtés et Règlements Généraux qui peuvent être invoqués en Belgique*, 3^e série, t. XXIII, Bruxelles, 1853, pp. 318-320, n° 330.
- 19 BETS P. V., *Histoire de la ville et des institutions de Tirlémont, d'après des documents authentiques, la plupart inédits*, t. I, Louvain, 1860, p. 255; figure extraite de *La Belgique Industrielle. Vues des établissements industriels de la Belgique*, t. II, Bruxelles, 1850, pl. n°125.
- 20 NYS J.B., *loc. cit.*
- 21 DEWALHENS P., *op. cit.*, p. 236 et 238.
- 22 VAN NECK A., *op. cit.*, pp. 383-384. Louis-Claude-Joseph Gilain, né à Dinant en 1815 et décédé à Nivelles en 1865, est le fils légitime de François-Joseph Gilain (d'après les archives de l'Etat Civil de Nivelles, citées dans *ibid.*, p.384, note 1). Un François-Joseph Gilain, fils de Jacques-Joseph Gilain, naît à Tirlémont en 1823, et y décède, célibataire, en 1858 (*cf.*, DEWALHENS P., *op. cit.*, p. 238); il ne peut évidemment s'agir du même. Trop de parallèles apparaissent entre le François-Joseph Gilain de Nivelles et le Jacques-Joseph Gilain de Tirlémont pour ne pas supposer un lien de parenté; peut-être s'agit-il de deux frères.
- 23 VAN NECK A., *op. cit.*, p. 243 et 380.
- 24 DEWAHLENS P., *op. cit.*, p. 236 et pp. 238-239.
- 25 FRERE Louis, *Etude historique des Sociétés Anonymes Belges*, t. II, s.l.n.d., p. 45.
- 26 Une vue des ateliers Gilain, vers 1900, peut se voir dans RENOY Georges, *Tienen in oude prentkaarten. Tirlémont en cartes postales anciennes*, Zaltbommel, 1972, sans numéro de page, fig. 20.
- 27 *Cf.* monographie sur les Ateliers de Construction Mécanique de Tirlémont, dans s.n., *Archives Economiques, Culturelles et Sociales de la Belgique et du Congo*, t. III, Bruxelles, 1953, sans numéro de page.
- 28 *Rec. Fin.*, 1898-1899, pp. 272-273.
- 29 S.n. (Ministère de l'Industrie et du Travail), *Recensement général des Industries et des Métiers (31 octobre 1896)*, vol. I, *Dénombrement A. Répartition par Communes des Industries et des Métiers*, Bruxelles, 1900, p.4.
- 30 *Ibid.*, vol. VIII, *Dénombrement A. Répartition des Entreprises et des Ouvriers d'après la durée de travail*, Bruxelles, 1901, p. 28.
- 31 *Ibid.*, vol. IX, *Dénombrement A. Répartition du personnel ouvrier d'après le taux de salaire dans les industries des Mines, des Carrières et des Métaux*, Bruxelles, 1901, pp. 516-517.
- 32 *Archives Economiques...*, *loc. cit.*; v. le modèle réduit d'une petite locomotive à vapeur fabriquée par les ateliers Gilain, dans s.n., *L'industrie en Belgique. Deux siècles d'évolution. 1780-1980*, cat. d'expo., Gand, s.d. (1981), p. 292, n°106b; v. aussi: DAGANT A., «125 ans de construction de locomotives à vapeur en Belgique», dans *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, t.LXXVI, 1974, pp. 174-175.
- 33 S.n., *Industrie de la construction mécanique*, t. II, *Charpentes métalliques. Chaudronnerie de fer. Tuyauterie. Robinetterie mécanique*, Bruxelles, 1911, p.44,86, 89, 103 et 109; t.III, fasc. A, *Production de la force motrice. Transmission de mouvement. Aspiration et refoulement des fluides*, Bruxelles, 1912, p. 31, 33, 36, 43, 44, 45, 47, 51, 61, 67, 68, 71, 72, 73, 75, 101, ; t. IV, fasc. A, Bruxelles, 1913, p. 43, 135 et 161; t. IV, fasc. B, Bruxelles, 1914, p. 97, 109-112, 116 et 125.
- 34 Jacques-Joseph-Félix Gilain, plus souvent désigné dans la littérature par Eugène (son dernier prénom), fut bourgmestre de Tirlémont du 29 décembre 1904 à son décès; v. une courte biographie et son portrait dans NYS J.-B., *Les combattants volontaires de Tirlémont pendant la Révolution de 1830. Historique de l'érection du monument à la mémoire des combattants tirlémontois de 1830 et des fêtes du 75^e anniversaire de l'Indépendance nationale, les 5, 6 et 7 août 1905*, s.l.n.d., p. 85. Figures extraites des catalogues industriels Société Anonyme des Ateliers de Construction de J.J. Gilain à Tirlémont (Belgique). Appareils pour la Fabrication du Sucre de Canne, Bruxelles, s.d., p. 5; et Société Anonyme des Ateliers de Construction de J.J. Gilain à Tirlémont (Belgique). 4^e Département. Manutention Mécanique et Automatique, s.l.n.d., p. 4.
- 35 *Rec. Fin.*, 1921, p. 2070.
- 36 *Ibid.*, p. 2071.
- 37 *Rec. Fin.*, 1922, p. 577.
- 38 *Rec. Fin.*, t. II, 1925, p. 455.
- 39 *Rec. Fin.*, t. II, 1929, p.350.

- 40 S.n., «Société Anonyme des Ateliers de Construction de J.J. Gilain. Tirlemont» (monographie industrielle), dans *Revue Universelle des Mines et de la Métallurgie*, 8^e série, t. VII, 1932, p. 58. V. une photo de ces installations (grues du môle de Zeebrugge), dans *Archives Economiques...*, loc. cit.; et dans s.n., *Ateliers de Construction Mécanique de Tirlemont. Anciennement Ateliers J.J. Gilain*, catalogue industriel, Bruxelles, s.d. (après 1934), pl. n°50.
- 41 *Rec. Fin.*, t. II, 1933, p. 1091.
- 42 *Rec. Fin.*, 1921, p. 530.
- 43 *Rec. Fin.*, t. I, 1924, p. 524; *Rec. Fin.*, t. III, 1928, pp. 214-215, inchangé jusqu'au t. III, 1933, p. 147-148.
- 44 *Rec. Fin.*, t. II, 1934, p. 740-741.
- 45 *Rec. Fin.*, t. III, 1940, p. 188-189.
- 46 *Rec. Fin.*, t. III, 1946-1947, p. 1268.
- 47 *Rec. Fin.*, t. III, 1951, p. 1974.
- 48 *Rec. Fin.*, t. II, 1952, p. 1810.
- 49 *Rec. Fin.*, t. II, 1953, p. 2035; t. II, 1958, p. 1810.
- 50 *Rec. Fin.*, t. III, p. 2287; t. I, 1960, pp. 978-979. Les *Ateliers Belges Réunis (A.B.R.)* est la nouvelle dénomination prise par la *Société Métallurgique d'Enghien-Saint-Eloi*, après sa fusion après absorption, en décembre 1959, avec: la *S.A. des Ateliers de Construction de Familleureux*, la *S.A. des Ateliers de la Dyle à Louvain*, la *S.A. des Forges, Usines et Fonderies de Haine-St-Pierre*, et la *S.A. des A.C.M.T.* A Tirlemont, les *A.B.R.* reprennent l'essentiel des activités des *A.C.M.T.* (installation de sucrerie, appareils de levage et de manutention, chaudronnerie, mécanique); selon s.n., *Cent premières entreprises belges. Hundred top-rank Belgian enterprises*, (monographies industrielles), Bruxelles, 1962, p. 2.
- 51 BRIAVOINE N., *op. cit.*, p. 54.
- 52 *Bulletin du Musée de l'Industrie, op. cit.*, p. 348. V. principalement s.n., *Catalogue des produits de l'Industrie Belge admis à l'Exposition de 1841*, Bruxelles, 1841, p. 159, n°680.
- 53 *Ibid.*, pp. X-XI.
- 54 FREDERIX Edmond, *La Belgique à l'Exposition Universelle de 1878*, t. II, Bruxelles, 1878, p. 402.
- 55 HERLA Franz (et alii), *Exposition Nationale. 1830-1880. Album Commémoratif*, Bruxelles, s.d., sans n° de p. (classe XXXVIII).
- 56 WATTEYNE Victor, HALLEUX Armand, «Le matériel et les procédés de l'exploitation des Mines à l'Exposition Internationale de Bruxelles en 1897», dans *Annales des Mines de Belgique*, t. III, 1898, p. 11 et pp. 38-41.
- 57 DREZE Gustave, *Le Livre d'Or de l'Exposition Universelle et Internationale de 1905*, t. II, Liège, s.d., p. 550 et 832; RAMAKERS L., «Nouvelle machine d'extraction à vapeur des Charbonnages de Sacré-Madame (Belgique)», dans *Le Génie Civil*, t. XLVII, 1905, pp. 17-18, fig. 1; *id.*, «L'exposition internationale de Liège», dans *id.*, t. XLVII, 1905, p. 194; *id.*, «Les appareils de levage à l'Exposition de Liège», dans *id.*, t. XLVII, 1905, pp. 337-339, p. 339, fig. 5, et pl. h. texte n°XXI; s.n., *Exposition Universelle et Internationale de Liège. Publications du Bureau Commercial. Monographie du Hall des Machines*, Liège, 1905, pp. 28-29, 59-60, 84 et 86.
- 58 DREZE Gustave, *Le Livre d'Or de l'Exposition de Charleroi en 1911*, t. II, Liège, s.d., p. 631 et 634.
- 59 S.n., *Exposição do Rio de Janeiro. Catalogo Oficial da Secção Belga. Exposition de Rio de Janeiro. Catalogue Officiel de la Section Belge*, Bruxelles, s.d. (1922a), p. 147-148. Selon ce catalogue, les établissements Gilain participent à l'exposition de 1910 à Bruxelles. Bien qu'il ne soit pas fait mention du nom des exposants dans le livre d'or de cette exposition, il est vraisemblable que la société tirlemontoise ait en effet pris part à cette importante manifestation.
- 60 MICHEL Léon, *Rapport Général du Commissariat Général du Gouvernement. Exposition Internationale de Liège 1930*, Liège, s.d., p. 417.
- 61 «Liste des organismes ayant accordé une subvention pour l'organisation du Congrès», dans *Congrès International de Mécanique Générale*, vol. III, *Hydraulique. Instruments de mesure. Divers. Procès-verbaux des séances du Congrès*, Liège, 1930, sans n° de p. (p. 275).
- 62 STIEVENARD Armand, *Exposition Universelle Internationale de Bruxelles 1935. Rapport Général du Commissariat Général du Gouvernement*, t. II, Bruxelles, s.d., pp. 1247-1248.
- 63 S.n., *Exposition Internationale de la technique de l'eau - Liège 1939*, cat. d'expo., s.l.n.d., p.45, n°3; p.49, n°6; p. 146, n°5; p. 156, n°4.

- 64 DAUMAS Maurice, «Les mécaniciens autodidactes français et l'acquisition des techniques britanniques», dans *L'acquisition des techniques par les pays non-initiateurs*, actes du colloque international du Centre National de la Recherche Scientifique, n°538, Paris, 1973, p. 305.
- 65 BAIROCH Paul, «Histoire des techniques et problématique du démarrage économique», dans *ibid.*, pp. 170-171.
- 66 DWELSHAUVERS-DERY V., *op. cit.*, p. 478.
- 67 VAN NECK A., *op. cit.*, p. 397 et 401. Il s'agit essentiellement de machines fabriquées par *Boulton & Watt* à Soho, selon TANN Jennifer, «Marketing Methods in the International Steam Engine Market. The case of Boulton and Watt», dans *The Journal of Economic History*, vol. XXXVIII, n°2, juin 1978, p. 364 et p. 365, table 1.
- 68 Cf. *supra*, note 9.
- 69 DWELSHAUVERS-DERY v., *loc. cit.*, Cette machine à deux cylindres apparaît vers 1805. La vapeur, sortant de la chaudière pénètre dans le premier cylindre, puis, pendant le retour du piston de ce cylindre, elle se détend en se transvasant dans un second cylindre plus grand. V. notamment sur la machine Woolf: SAUVAGE Edouard, *Manuel de la machine à vapeur*, Paris, Liège, 1913, p. 8; MATSCHOß Conrad, *Die Entwicklung des Dampfmaschine. Eine Geschichte der ortsfesten Dampfmaschine und der Lokomobile, des Schiffmaschine und Lokomotive*, t. I, Berlin, 1908, p. 436 sq.
- 70 VAN NECK A., *op. cit.*, p. 569.
- 71 PAYEN Jacques, «La technologie des machines à vapeur en France de 1800 à 1850», dans *L'acquisition des techniques...*, *loc. cit.*, p. 389.
- 72 On ne trouve pas trace d'une participation des établissements Gilain ou des A.C.M.T. aux expositions de Paris, Milan, Londres, Vienne, etc., en dépit du dépouillement d'une bibliographie exhaustive (catalogues et albums commémoratifs), dressée dans SCHROEDER-GUDEHUS Brigitte, RASMUSSEN Anne, *Les fastes du progrès. Le guide des Expositions Universelles. 1851-1992*, Paris, 1992.

○ Une exposition consacrée à la famille Warocqué aux Archives Générales du Royaume à Bruxelles

Afin d'illustrer les multiples facettes de notre passé national, le Service éducatif des Archives Générales du Royaume prit l'initiative, il y a quelque temps, d'organiser une exposition centrée sur une grande famille d'industriels. Cette évocation, à caractères didactique, se propose de rappeler le rôle joué par l'une de ces fameuses «dynasties bourgeoises» qui prospérèrent en Belgique au XIX^e siècle et participèrent de manière très active à la



Raoul Warocqué, esquisse par Jules Cran, datée de 1908

vie politique, économique et sociale. Le choix se porta finalement sur la famille Warocqué, et cela pour plusieurs raisons: valeur exemplaire, variété des témoignages disponibles, littérature scientifique existante (cfr. les travaux de Maurice Van den Eynde), ... Cette exposition contribuera à mieux faire connaître l'histoire d'une famille dont le rôle se révéla déterminant pour l'évolution économique et sociale passée de la région du Centre. Elle se tiendra à Bruxelles dans les locaux des Archives Générales, rue de Ruysbroeck, en mars et avril de cette année. Des retards dans l'impression du catalogue ne permettent pas encore, au moment où nous rédigeons les présentes lignes (8 janvier 1995), de préciser les dates exactes de cette manifestation; il y aura lieu de se référer à la presse pour être plus amplement renseigné.

J.-P. Hx

(D'après Yves QUAIRIAUX dans *Bulletin d'information trimestriel du Musée de Mariemont*, n°69, décembre 1994 - février 1995, p. 10-11).

○ La belle santé du musée du chemin de fer de Treignes

Pour sa première saison touristique, le musée ferroviaire de Treignes a vraiment réussi son coup d'essai puisqu'en six mois d'ouverture – du 30 avril au 31 octobre 1994 – il a accueilli quelque 18.000 personnes, alors

que ses responsables n'escomptaient pas plus de 10.000 entrées. Parmi la trentaine de locomotives et autres wagons présentés sous l'immense hall, la locomotive «royale», construite en 1905, a tout spécialement attiré les regards. Mais des engins plus récents ont aussi reçu les honneurs du public, entre autres l'impressionnant «Crocodile», une motrice électrique française de 3.600 chevaux retirée du réseau en... 1994. On signalera encore comme autre attraction de choix le réseau électrique miniature d'une valeur estimée à un million de francs. Parmi les touristes belges venus à Treignes, on a compté près de 60% de néerlandophones, mais les responsables du musée ont été particulièrement surpris du nombre de visiteurs français; à cet égard, le musée est très bien situé.

Quant au Chemin de Fer des Trois Vallées, son développement va se poursuivre. Pour une dizaine de millions, un atelier de réparation «vapeur» devrait voir le jour à proximité du Musée de Treignes. Si les subventions de la Région wallonne suivent, il pourrait être opérationnel d'ici quatre à cinq ans. Jusqu'alors, les trains à vapeur du Chemin de Fer des Trois Vallées continueront à dépendre des ateliers de la SNCB – notamment celui d'Haine-St-Pierre – pour être entretenus; une fois cette nouvelle infrastructure mise sur pied, les machines pourront être réparées à domicile.

(D'après Jean-Luc HENRARD dans *Le Rappel* du 8 décembre 1994, p. 8).

○ **L'ardoise va revivre à Martelange**

Située à la frontière de l'Ardenne et de la Lorraine, Martelange était surtout connue autrefois par l'exploitation de l'ardoise. De nos jours, une seule ardoisière est encore en activité avec seulement une quinzaine d'ouvriers. Mais si les heures glorieuses sont passées, à Haut-Martelange, sur le territoire grand-ducal, une association est née qui se propose de faire revivre ce passé.

Un site de huit hectares, qui a fonctionné industriellement jusqu'en 1957 et administrativement jusqu'en 1986, est en cours de restauration. Abandonnée en majeure partie en 1957, cette exploitation s'est fortement dégradée. Aussi, avant qu'il ne soit trop tard, un groupe de passionnés – historiens mais également anciens ouvriers – créèrent, en 1992, l'ASBL «Les Amis de l'Ardoise» et décidèrent d'organiser deux journées de portes ouvertes qui connurent un grand succès puisque 2.000 personnes s'y rendirent. Ce regain d'intérêt pour les ardoisières constitua l'étincelle décisive qui fit «bouger» les choses.

Après de nombreuses péripéties, la commune de Rambrouch sur laquelle le site est situé, décida son achat à la fin de 1992. De son côté



Anciennes ardoisières de Martelange.

l'Etat luxembourgeois avait déjà réparé la très grande toiture de l'atelier des fendeurs; quant à l'ASBL, elle favorisa fortement le classement de l'ensemble du site alors que certains ne voulaient garder qu'une petite partie des ateliers. «Personne ne voyait la richesse de ce patrimoine et la portée de l'action» a expliqué à Jean-Luc Bodeux, du journal *Le Soir*, Raymond Linden, président de l'ASBL et professeur d'histoire à Luxembourg, qui ajouta: «C'est dans le cadre de la préparation du projet de parc de la Haute-Sûre que j'ai inventorié, dès 1989, tout ce qui était intéressant dans les communes couvertes par le parc. Il eût été impensable d'oublier ce site complet».

Les ardoisières de Haut-Martelange forment, en effet, un site exceptionnel. Actuellement, seul un musée est accessible, à la demande. L'objectif est d'y réaliser une vaste exposition permanente allant de la géologie à la condition des travailleurs, complétée par un dépôt d'archives permettant des recherches historiques.

Il faudra tout d'abord consolider l'ensemble des bâtiments (menuiserie, forge, serrurerie, scierie pour dalles de schiste, demeure du patron, sans oublier les maisons traditionnelles des ouvriers). La seconde phase des travaux portera sur la réouverture d'une galerie, actuellement inondée. Il y aura lieu ensuite de reconstituer la voie étroite de chemin de fer industriel qui traversait tout le site et liait les divers points d'extraction.

Une importante partie du matériel a déjà été récupérée, notamment en ex-RDA. Au niveau financier, le projet prévoit un financement de l'Etat luxembourgeois (50%) et une participation de la commune et de la CEE (programme Leader) à raison de 25% chacun.

Notons encore qu'en périphérie du site, l'ancienne ligne de chemin de fer qui va de Rombach à Luxembourg est transformée en piste cyclable (frais = plus de 80 millions) et que la partie longeant le site sera inaugurée d'ici peu.

Pour tout complément d'information, contacter Raymond Linden, c/o «Les Amis de l'Ardoise», 24 rue des Champs, L-8876 Perlé.

(D'après Jean-Luc BODEUX dans *Le Soir* des 10-11 novembre 1994, p. 24).

Protection

○ L'ancien site minier du Six-Périer à Courcelles voué aux loisirs

Le site du charbonnage du Six-Périer à Courcelles, dans la région de Charleroi, dont le terril a été évacué par la défunte société Ryan Europe, n'était jadis qu'une friche industrielle de quelque 30 hectares. La Région wallonne, qui est propriétaire du terrain depuis 1982, vient de marquer son accord pour la réhabilitation de l'emplacement de cet ancien charbonnage. Cette opération pourra être menée à bien grâce aux subsides européens – 80 millions – liés à l'Objectif 1 hennuyer concernant les régions en retard de développement. En lieu et place du charbonnage naîtra, vraisemblablement à la fin de la présente année 1995, une vaste plaine de jeux, dotée de toute l'infrastructure nécessaire. Pas moins de huit itinéraires de promenade seront balisés et un ruisseau sera même mis à ciel ouvert, à proximité d'un étang, qui pourra être utilisé à des fins pédagogiques.

(D'après Pascal DELIZEE dans *La Libre Belgique* du 16 novembre 1994, p. 11).

○ La mémoire collective des «gueules noires»

Depuis quelques années déjà, grâce à un projet «mines et mineurs», l'Eurégion Meuse-Rhin se veut le principal catalyseur des initiatives relatives à la préservation et à la mise en valeur de la mémoire collective des «gueules noires». Aussi bien du côté belge (provinces de Liège et Lim-



«L'héritage des gueules noires»

bourg) que du côté néerlandais ou allemand, on s'affaire à perpétuer le souvenir de la mine et à sauvegarder les derniers vestiges représentatifs du patrimoine industriel.

C'est ainsi que, à Heerlen aux Pays-Bas, le site de l'ancien charbonnage Wilhelmina-Orange Nassau 2 (ouvert en 1905) a été réaménagé avec hippodrome, piste de ski artificielle sur le terril et, tout récemment «autokino» de 430 places (cinéma en plein air et au volant de sa voiture). A Kerkrade, la cité ouvrière de Hopel, construite au début du siècle, a été classée en 1979, puis rénovée en logements sociaux, alors qu'il avait été prévu initialement de la raser. Non loin de là, un sculpteur a restauré le bâtiment couvrant un puits de ventilation pour y installer ses ateliers et son habitation.

En Allemagne, on élabore actuellement un projet d'une très grande envergure, dont la mise sur pied ne manquera pas de rendre sa réalisation non seulement ardue mais surtout très coûteuse. Il faudrait, en effet, plus d'un milliard (*sic!*) de francs belges pour rénover intégralement jusqu'au dernier bâtiment l'ancien charbonnage Anna II d'Alsdorf.

Quant à la province de Liège, elle dispose – comme on le sait – d'un musée de la Pierre noire exceptionnel au domaine touristique de Blégny. Les aménagements de l'ancien site houiller de Trembleur ne sont cependant pas encore terminés. Trois dossiers ont été introduits au Fonds européen de développement régional (Feder), qui, en 1994 encore et non en 1995, pourrait les subsidier à 50%. Principal projet: l'achèvement des aménagements du puits Marie, reconverti en musée de la Mine. Les deux autres dossiers introduits au Feder concernent la valorisation du terril: un télésiège avec, au sommet, une table d'orientation, un «coin fossile», etc.; un parcours autour du terril par un petit train de mine qui servait jadis au transport des «gueules noires» dans les galeries. On forme des vœux pour la mise en valeur définitive du site de Blégny-Trembleur qui tient tant à cœur au nouveau président du conseil d'administration du «Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles», Jean Defer, ainsi qu'à notre administrateur Jacques Crul.

J.-P. Hx

(Informations complémentaires dans *Le Soir* du 18 novembre 1993, p. 19).

○ **La gare de Schaerbeek est classée**

Au début du mois de novembre 1994, le gouvernement bruxellois, réuni en conseil, a pris la décision de classer dans son ensemble la gare de Schaerbeek. D'autres gares ou anciennes gares voient également ouverte la procédure de leur classement partiel: façades et toitures de la

gare du domaine royal, des gares de Jette et de Laeken, ainsi que de l'ancienne gare de Saint-Josse. Enfin, la gare de Bruxelles-Central et la halte de Bruxelles-Congrès (y compris le jardin public surélevé qui l'entoure) devraient être inscrites sur la liste de sauvetage.

(D'après *Le Soir* des 12-13 novembre 1994, p. 33).

○ **A Verviers et à Dison: des logements sociaux dans d'anciennes usines**

La société de logement social «La Régionale Verviétoise» est souvent considérée comme un modèle – et tout aussi souvent citée en exemple même à l'étranger – pour ses rénovations d'anciennes usines: Maison Closset, Résidence Simonis, etc. Elle vient d'acquérir à Verviers l'usine Bouchoms, en bordure de la Vesdre. Les tractations avec la famille Bouchoms duraient depuis plus d'un an quand un accord sur le prix de la vente (12,4 millions) est intervenu à la fin de l'année 1994. Le bâtiment de sept niveaux, construit au XIX^e siècle à l'emplacement supposé des anciennes fouleries Pilate, comprendra quatre studios et vingt-six appartements de une à quatre chambres. Il sera rénové dans la même optique que la très belle Résidence Simonis. Rebaptisée Résidence Guillaume Lekeu, cette ancienne usine rendra donc hommage au célèbre compositeur verviétois: le hall d'entrée sera d'ailleurs décoré avec des instruments, – si possible des violons ayant été la propriété de Lekeu, – des photos du «maître» et des partitions.

Deux autres opérations de rénovation auront lieu à Dison. La première concernera l'usine Rodéco, du nom de ce fabricant de classeurs aménagés dans un bâtiment qui, jadis, était occupé par l'entreprise textile Bragard.

Toujours pour Dison, mentionnons encore que le chantier le plus important sera adjugé en mai (110 millions); il s'agit de la réaffectation en trente-deux appartements de l'ancien hospice Saint-Laurent que «La Régionale Verviétoise» avait racheté au CPAS disonais.

Ainsi donc c'est un ensemble de 79 logements sociaux qui vont prochainement être aménagés à Verviers et à Dison, non sans rappeler la glorieuse épopée industrielle locale de jadis.

(D'après *Le Soir* du 5 janvier 1995, p. 14).

Publications

□ Jean EVRARD, Jean-Géry GODEAUX, Marcel LAMBOU, Robert STEKKE, Tramways et trolleybus dans la guerre (1939-1945). Une décennie de transports publics à Liège, Liège, GTF asbl, 1994. In -8°, 82 p., ill. FB 495 (disponible chez l'éditeur GTF asbl - Editions, B.P. 191, 4000 LIEGE 1, compte 240-0380489-59)

Dans le cadre de la commémoration du 50^e anniversaire de la Libération et de la fin de la seconde Guerre Mondiale, le «Groupement belge pour la promotion et l'exploitation touristique du transport ferroviaire» (GTF asbl) publie une brochure de qualité, bien illustrée et bien imprimée, qui relate les avatars de la société liégeoise des «Tramways Unifiés» durant la tourmente 39-45. Basée sur une documentation imprimée, archivistique et photographique d'autant plus précieuse que son accès n'est pas toujours aisé, l'équipe rédactionnelle a réalisé une synthèse captivante où la typologie, l'exploitation et l'entretien du matériel roulant de l'époque sont évoqués à la lumière des événements qui marquèrent ces années sombres.

Signalons ici que GTF asbl compte à son actif quantité de publications relatives au monde ferroviaire et aux transports urbains en Belgique, soit sous forme d'études séparées, soit à travers la revue trimestrielle «Tram-fer». Présentement l'association prépare un volume consacré aux trolleybus liégeois. Elle recherche de la documentation à ce sujet et fait appel à tous ceux qui en disposeraient. Qu'on se le dise...

C. GAIER

□ Le Patrimoine Industriel du Brabant Wallon. Court-St-Etienne, Centre Culturel du Brabant Wallon, 1994. In -8°, 202 p., une centaine d'ill., FB 300 (compte 870-9320134-49 du C.C.B.W.)

A l'occasion des Journées du Patrimoine de septembre 1994, le Centre Culturel du Brabant Wallon a publié un ouvrage collectif relatif au passé industriel des 27 communes qui constituent la nouvelle entité provinciale. La coordination a été assurée par Pierre Walgraffe et l'accompagnement scientifique par notre dévoué collaborateur rédactionnel Jean-Pierre Hendrickx. Celui-ci est, en outre, l'auteur de l'introduction générale sur l'archéologie industrielle en Wallonie, une utile mise au point qui trouve ici parfaitement sa place. L'ouvrage rassemble une collection de monographies consacrées séparément par divers auteurs, pour la plupart érudits locaux, aux communes brabançonnes concernées. L'ensemble constitue une excellente initiation à l'étude des industries de cette aire géographique ainsi qu'un guide utile pour un tourisme intelligent. Un regret cependant: la qualité médiocre de l'impression des illustrations. Elle est due notamment à un parti-pris graphique, trop fréquent aujourd'hui: la mode de donner aux clichés un aspect volontairement vieillot, en refusant de se contenter du noir et blanc classique, pur et dur certes, mais précis et qui a le mérite de préserver aux documents originaux toute leur portée technique.

C. GAIER

□ Jean-Louis VAN BELLE, Les maîtres de carrière d'Arquennes sous l'Ancien Régime. Un métier. Des hommes. (Crédit Communal. Collection Histoire, série in -8°, n° 80). Bruxelles, 1990. In-8, 376 p. FB 800.

J.-L. Van Belle nous présente ici le condensé de sa thèse de doctorat défendue en 1981 à l'Université catholique de Louvain. Il a fort logiquement distribué sa matière autour de trois grandes parties.

La première (p. 28-209) concerne l'exploitation des carrières. Il appert ici que sous l'Ancien Régime les patrons carriers n'ont guère introduit de nouveautés dans leur exploitation. Le même outillage, tant de taille que d'extraction, vient presque du fond des âges. Deux nouveautés techniques toutefois: la machine d'exhaure à traction chevaline dans la troisième décennie du XVIII^e siècle et le moulin à vent destiné au même usage au milieu de ce siècle. Tradition au niveau de l'outillage, tradition aussi au niveau de l'ouvrier tailleur de pierre. Celui-ci va et vient d'une carrière à une autre en quête d'un travail plus rémunérateur. Mais progressivement, on constate une baisse de la capacité réelle de production: à la fin du XVIII^e siècle, l'horizon est même bouché pour les carriers. Pris dans leur carcan de traditions familiales et privés de capitaux suffisants, ils ne peuvent se libérer par l'apport du machinisme des contraintes de plus en plus coercitives de leur métier.

La seconde partie (p. 211-277) traite du commerce de la pierre d'Arquennes. Ce négoce fut soutenu surtout par la forte demande hollandaise. La création du canal de Willebroek dans la seconde moitié du XVI^e siècle et des chaussées Arquennes - Nivelles - Mont-Saint-Jean dans la seconde moitié du XVIII^e siècle facilitèrent encore la conquête de ce marché. La concurrence fut âpre cependant car le grès lédien de la ceinture nord de Bruxelles, la pierre de Tournai, la pierre de Meuse et, régionalement, la pierre de Gobertange entravèrent l'expansion de ce commerce.

La troisième partie enfin (p. 279-369) s'intéresse aux hommes. Vivant dans un univers rocailleux, ces hommes ont un caractère rude, mais semblent jouir pour la plupart, grâce à leur naissance dans le milieu carrier, d'une certaine aisance qui les mettait à l'abri de la misère. Mais la documentation est ici lacunaire et ne concerne à vrai dire que le XVIII^e siècle. Toutefois, certaines familles des XVI^e et XVII^e siècles, tels les Lenglez, les Nopère, les Delfontaines eurent accès à des horizons, tant sociaux qu'intellectuels, plus élevés; il semble apparaître comme une classe sociale intermédiaire située entre les ouvriers pauvres, ou susceptibles de le devenir, et les quelques riches fermiers qui tiennent le haut du pavé.

Dans ce travail très bien documenté tant au niveau des sources que des travaux (cfr. Bibliographie p. 11-28), J.-L. Van Belle fait preuve d'une belle maîtrise et manie parfaitement ses dossiers, même si parfois, l'on doit regretter l'aspect trop analytique de certains passages, comme s'il n'était pas toujours parvenu à «décoller» suffisamment de ses fichiers.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Iwan LONGTAIN, Industries du passé de la région verviétoise, préface de Henri Monville. Dolhain, Editions Hexachordos, 1990. In-12, 212 p. ill., FB 1.025.

En 1987, Iwan Longtain publiait une précieuse *Histoire de la machine textile verviétoise. Dictionnaire des constructeurs et fabricants d'accessoires* (Editions Hexacordos, 236 p.), qui, vu son succès, connut vite une réimpression. Trois ans plus tard, il a élargi quelque peu son champ d'investigation toujours avec la même compétence; pourtant, l'histoire des techniques locales et, plus encore, l'histoire des entreprises moyennes comme celles qui firent la fortune et le renom de Verviers ne sont pas faciles à appréhender étant donné la dispersion des archives et le manque d'études globales. I. Longtain n'a donc pas ménagé sa peine. Sans entrer dans le détail, disons que ce qui saute

d'emblée aux yeux ici, c'est l'extraordinaire foisonnement des entreprises locales; cela appert notamment de l'étude de la chapellerie, des fabrications de chaussures, de courroies et cuirs industriels ainsi que de la construction automobile, qui constituent les axes de la présente publication et qui, au niveau de l'archéologie industrielle de nos régions – sauf peut-être pour l'automobile – n'ont pas encore fait l'objet de recherches approfondies. A ce titre, la contribution d'I. Longtain est des plus enrichissantes.

J.-P. Hx



Stand Lobet à l'Exposition de Gand 1913. Courroie double de 3 m de largeur, soudée, sans couture, composée de 120 coupous à courroies.

□ Le n°12 des **Cahiers de l'Urbanisme** (revue de la Direction GATL du Ministère de l'Aménagement du Territoire, à Jambes-Namur), coordonné par B. Vermeiren et paru en septembre 1994, est tout entier consacré à la « Conservation et réaffectation du patrimoine industriel en Wallonie ». Remarquablement illustré, il pose bien la problématique de la matière dans et pour la société actuelle. Il situe les enjeux à travers l'exposé succinct de 21 exemples; parmi eux se retrouvent évidemment le Grand-Hornu, Bois-du-Luc, le musée de la pierre à Maffle ou l'usine Simonis de Verviers; mais y figurent aussi des projets intéressants comme « Les Grands Bureaux » de Montignies-sur-Sambre, l'Espace 251 Nord de Liège et la gare d'Eghezée. Une contribution supplémentaire à la thématique principale des récentes Journées du Patrimoine!

L.-F. G.

Vie de l'association

○ La réunion du Conseil d'Administration à Comblain-au-Pont, le 22 octobre 1994, a été suivie de la visite à Comblain d'une carrière souterraine (ouverte en mai 1994) avec scènes d'animations interactives, et du tronçon du canal de l'Ourthe à Poulseur (dont le sauvetage est envisagé avec le concours du MET).



○ Information sur les projets en cours

- au Grand-Duché de **Luxembourg** (J.C. Schumacker), des projets plus ou moins finalisés portent sur l'aménagement du site et des vestiges des ardoisières de Martelange-Haut, sur l'ouverture d'un musée de la brasserie et sur la création d'un musée du chemin de fer;
- à **Verviers**, une étude de faisabilité portera sur la réaffectation des écuries Simonis dans le cadre d'une restructuration du site urbain; un projet de logements est à l'étude pour les Grandes Rames;
- dans le groupe du « Musée industriel » d'**Euregio**, des projets « Mines et mineurs » concernent l'aménagement, la création d'équipements muséaux ou l'adaptation en centres divers, d'anciennes composantes des charbonnages du Limbourg belge, de la Hollande et de

l'Allemagne. Le programme est vaste et diversifié, pour partie en voie d'achèvement;

- **en Hainaut**, dans le contexte du FEDER, certaines options visent la (re)mise en valeur et l'affectation touristique des canaux (Ronquières et Centre), sites charbonniers (Crachet, Bois-du-Luc et Bois-du-Cazier?) et carrières (Soignies).

○ Au sein du Conseil de PIWB, le *secrétariat* est désormais assuré par «Grand-Hornu Images», Mesdames Busine et Willems), et la *trésorerie* gérée par le «Canal du Centre» (Monsieur Gailliez).

Infos

○ Le Musée de la Route asbl installé à Mons dans un bâtiment casemate, vestige des fortifications hollandaises, commémore son dixième anniversaire en inaugurant une casemate supplémentaire, et en organisant le 5 août, une journée d'animations avec machines en activité sur la place Nervienne, devant les Casemates.

Renseignements: Bruno Van Mol, 64 rue Richebé, 7390 Quaregnon.
Tél.: 065/78.63.59.

○ Le XX^e Congrès International d'histoire des sciences aura lieu à l'Université de Liège du 25 au 30 juillet 1997. Son thème sera: Science, Technologie, Industrie.

Renseignements: Robert Halleux, Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques, Université de Liège, Avenue des Tilleuls 15, 4000 Liège.
Tél. 041/66.94.79.

Appel à tous

(« Bulletin » du P.I.W.B.)

Nous cherchons de la matière rédactionnelle sur :

1. Articles et notes.

2. Publications et informations.

(livres / revues / actes / mémoires de fin d'études / revues de presse / notes de lecture).

3. Protection.

(classements / législation / projets de réhabilitation / menaces et destruction).

4. Agenda.

(expos / manifestations / congrès / informations diverses / annonces).

5. Vie de l'association.

(rapports et administration P.I.W.B. : personalia / divers).

N.B. (les rubriques seront remplies en fonction des envois et des circonstances).

L'**échéance** des envois pour le n°**31** est fixée au 31 mai 1995.

Merci!

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui concerne les opinions émises et les illustrations utilisées par les auteurs.

Les auteurs d'articles ont droit à dix exemplaires justificatifs du bulletin.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles

Association sans but lucratif – siège social:

Musée d'Armes, Quai de Maestricht 8, B-4000 Liège (Belgique)

Tél. 041/21.94.16 ou 17 - Fax: 041/21.94.01

Conseil d'administration

Président: Jean DEFER

Vice-Présidents: Claude GAIER

Jean-Jacques VAN MOL

Secrétariat: Grand Hornu (François BUSINE)

Trésorier: Compagnie du Canal du Centre (Jean-Pierre GAILLIEZ)

Membres: Claude-M. CHRISTOPHE, Jacques CRUL, André DAGANT, Henri-Joseph DELREE,
Jean-Pierre DUCASTELLE, Luc-F. GENICOT, Grand Hornu, Roger MOSSERAY, A.
SPITAELS, J.C. SCHUMACHER, Guido VANDERHULST.

Cotisations annuelles

Membre individuel effectif: 500 FB

Associations culturelles: 750 FB

Associations commerciales: 1.000 FB

Membres protecteurs: 3.000 FB

A verser au compte 068-2019930-29 de l'A.S.B.L.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,

8, Quai de Maestricht, 4000 Liège.

Bulletin périodique trimestriel

Publié avec l'aide de la Communauté Française

Rédaction: Luc-F. GENICOT ou Jean-Pierre HENDRICKX, c/o C.H.A.B.

Collège Erasme, place Blaise Pascal, 1,

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

Tél.: 010/47.48.73 ou 47.49.19 ou 47.45.89

Fax: 010/47.25.79

René BRION

73, Berkendallaan - 1800 Vilvoorde

Tél.: 02/267.25.53

Editeur responsable: Claude GAIER

35/11, rue F. Lapierre

B-4620 FLERON